

DEPARTEMENT DE LA CHARENTE
**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRANDANGOULEME**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU 19 DECEMBRE 2024

Délibération n°2024.12.282
Modification du tableau des effectifs

LE DIX NEUF DECEMBRE DEUX MILLE VINGT QUATRE à 17 h 30, les membres du Conseil communautaire se sont réunis au siège de la communauté d'agglomération de GrandAngoulême - 25 boulevard Besson Bey à ANGOULEME suivant la convocation qui a été adressée par Monsieur le Président.

Date d'envoi de la convocation : 13 décembre 2024
Secrétaire de Séance: Fabienne GODICHAUD

Membres en exercice: **75**
Nombre de présents: **58**
Nombre de pouvoirs: **17**
Nombre d'excusés: **0**

Membres présents :

Séverine ALQUIER, Michel ANDRIEUX, Véronique ARLLOT, Joëlle AVERLAN, Eric BIOJOUT, Didier BOISSIER DESCOMBES, Xavier BONNEFONT, Jacky BONNET, Catherine BREARD, Michel BUISSON, Minerve CALDERARI, Séverine CHEMINADE, Monique CHIRON, Jean-Claude COURARI, Frédéric CROS, Jean-François DAURE, Serge DAVID, Françoise DELAGE, Gérard DESAPHY, Gérard DEZIER, Anthony DOUET, Chantal DOYEN-MORANGE, Christophe DUHOUX, Nathalie DULAIS, Denis DUROCHER, François ELIE, Sophie FORT, Jean-Luc FOUCHIER, Maud FOURRIER, Michel GERMANEAU, Hélène GINGAST, Fabienne GODICHAUD, Jérôme GRIMAL, Thierry HUREAU, Sandrine JOUINEAU, Francis LAURENT, Michaël LAVILLE, Raphaël MANZANAS, Annie MARC, Jean-Luc MARTIAL, Corinne MEYER, Thierry MOTEAU, Isabelle MOUFFLET, François NEBOUT, Dominique PEREZ, Yannick PERONNET, Catherine REVEL, Jean REVEREAULT, Alain RHODE, Mireille RIOU, Thierry ROUGIER, Gérard ROY, Roland VEAUX, Marcel VIGNAUD, Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Vincent YOU, Hassane ZIAT, Zalissa ZOUNGRANA.

Ont donné pouvoir :

Sabrina AFGOUN à Gérard ROY, Brigitte BAPTISTE à Francis LAURENT, Frédérique CAUVIN-DOUMIC à Christophe DUHOUX, Fadilla DAHMANI à François NEBOUT, Valérie DUBOIS à Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Jean-Jacques FOURNIE à Séverine CHEMINADE, Martine FRANCOIS-ROUGIER à Catherine REVEL, Gérard LEFEVRE à François ELIE, Charlène MESNARD-CALMELS à Thierry HUREAU, Benoît MIEGE-DECLERCQ à Jérôme GRIMAL, Pascal MONIER à Sandrine JOUINEAU, Gilbert PIERRE-JUSTIN à Gérard DESAPHY, Martine PINVILLE à Fabienne GODICHAUD, Jean-Philippe POUSSET à Sophie FORT, Martine RIGONDEAUD à Hassane ZIAT, Zahra SEMANE à Maud FOURRIER, Philippe VERGNAUD à Zalissa ZOUNGRANA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

016-200071827-20241219-2024_12_282-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2024

Publication : 24/12/2024

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 19 DECEMBRE 2024

**DELIBERATION
N°2024.12.282**

Rapporteur : Eric BIOJOUT

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

PROJET DE TERRITOIRE "GRANDANGOULEME VERS 2030"

Pilier : UNE AGGLO QUI DEVELOPPE ET PREND SOIN DE SES RESSCES AU SERVICE DES POL CTAIRES ET DES CITOYENS

Ambition : MOBILISATION DES SERVICES CTRE

Enjeux : [90206 -9) PILOTER LA MASSE SALARIALE]

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17

Domaines concernés par les objectifs de développement durable impactés positivement :

- ODD 8 : Promouvoir une croissance durable, le plein emploi et un travail décent pour tous
- ODD 10 : Réduire les inégalités

La gestion des ressources humaines nécessite l'ajustement régulier du tableau des effectifs.

1. Direction du patrimoine public et de l'environnement

Cycle de l'eau

Par délibération n°213 du 13 décembre 2023, le conseil communautaire a approuvé la résiliation par anticipation du contrat de délégation de service public d'assainissement collectif sur le périmètre de l'ex communauté de communes de Braconne Charente, conclu avec la société VEOLIA EAU, au 31 décembre 2024, sans indemnisation au profit du délégataire, impliquant de reprendre ce secteur de sept communes en régie directe.

Selon l'article L 1224-3 du code du travail, le terme de cette délégation de service public impose la reprise de 2 salariés Véolia au sein des services communautaires, à compter du 1^{er} janvier 2025, lesquels se verront proposer des contrats de droit public reprenant les clauses substantielles de leur contrat actuel.

Par ailleurs, à la suite de la réussite à un concours d'un agent occupant un poste de technicien infrastructures et réseaux, il est proposé de créer un poste relevant du cadre d'emplois des techniciens et de supprimer le poste relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques au terme de la période de stage

Déchets ménagers

Le passage en C0.5 sur l'ensemble du territoire à compter du 6 janvier 2025 et le développement des bornes de dépôt des déchets alimentaires nécessitent la création d'une troisième et d'une quatrième tournée en « mono agent bio déchets ». Dans ce cadre, il vous

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

016-200071827-20241219-2024_12_282-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2024

Publication : 24/12/2024

est proposé la création deux postes d'agent de collecte relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques.

2. Direction générale des services

Mission développement économique : Commerce

Par délibération n°95 du 13 juin 2024, dans le cadre du plan d'action ORT multi sites Ruelle sur Touvre et Gond-Pontouvre, un poste de manager commerce ORT, dans le cadre d'un contrat de projet d'un an et relevant du cadre d'emplois des attachés avait été créé. Afin de faciliter le recrutement, il est proposé de modifier le cadre d'emplois de ce poste en un poste relevant du cadre d'emplois des rédacteurs ou des techniciens.

3. Direction ressources et relations aux administrés

Systemes d'information

Afin de faciliter le recrutement d'un responsable systèmes et réseaux, il est proposé de modifier le cadre d'emplois de ce poste en un poste relevant du cadre d'emplois attachés ou ingénieurs en un poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs, attachés, techniciens ou rédacteurs.

Vu l'avis du comité social territorial du 10 décembre 2024,

La modification du tableau des effectifs serait la suivante :

Direction	Création	Nb	Suppression	Nb
Direction du cycle de l'eau	Cadre d'emplois des adjoints techniques ou agents de maîtrise	1		
	Cadre d'emplois des adjoints techniques	1		
	Cadre d'emplois des techniciens	1	Cadre d'emplois des adjoints techniques	1
Direction des déchets ménagers	Cadre d'emplois des adjoints techniques	2		
Direction Générale des Services : mission développement économique	Cadre d'emplois des rédacteurs ou des techniciens (contrat de projet art L332-24 du CGFP) d'une durée d'1 an	1	Cadre d'emplois des attachés (contrat de projet art L332-24 du CGFP) d'une durée d'1 an	1
Direction des systèmes d'information	Cadre d'emplois des ingénieurs, attachés, techniciens ou rédacteurs	1	Cadre d'emplois des ingénieurs ou attachés	1

Je vous propose :

D'APPROUVER la modification du tableau des effectifs décrite ci-dessus, à compter du 1^{er} janvier 2025.

D'AUTORISER, faute de candidat fonctionnaire après déclaration de vacance de poste, le recrutement d'un agent non titulaire dans le cadre d'emplois des :

- Adjoints techniques (grille indiciaire allant de l'indice brut 367 à l'indice brut 558) ou agents de maîtrise (grille indiciaire allant de l'indice brut 372 à l'indice brut 597)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

016-200071827-20241219-2024_12_282-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2024

Publication : 24/12/2024

possédant le niveau de diplôme requis ou l'expérience équivalente, pour occuper les fonctions de responsable et d'agent d'exploitation STEP et postes, contrat de droit public en application de l'article L1224-3 du code du travail,

- Rédacteurs ou techniciens (grille indiciaire allant de l'indice brut 389 à l'indice brut 638) possédant le niveau de diplôme requis ou l'expérience équivalente, pour occuper les fonctions de chargé de mission ORT (contrat de projet au titre de l'article L 332.24 du CGFP),
- Ingénieurs ou attachés (grille indiciaire allant de l'indice brut 444 à l'indice brut 1015), ou rédacteurs ou techniciens (grille indiciaire allant de l'indice brut 389 à l'indice brut 707), possédant le niveau de diplôme requis ou l'expérience équivalente, pour occuper les fonctions de responsable systèmes et réseaux.

Pour : 75 Contre : 0 Abstention : 0	APRES EN AVOIR DELIBERE LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE
--	--

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

016-200071827-20241219-2024_12_282-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2024

Publication : 24/12/2024